

Relations industrielles Industrial Relations



Fabian Socialism and English Politics (1884-1918), par A.M. McBriar, Cambridge University Press, Cambridge, 1962, 387 pp.

Jean-Réal Cardin

Volume 18, numéro 3, juillet 1963

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021420ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021420ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cardin, J.-R. (1963). Compte rendu de [*Fabian Socialism and English Politics (1884-1918)*], par A.M. McBriar, Cambridge University Press, Cambridge, 1962, 387 pp.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 18(3), 434–435.
<https://doi.org/10.7202/1021420ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1963

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

The Industrial Struggle and Protestant Ethics in Canada. A Survey of Changing Power Structures and Christian Social Ethics, by Steward Crysedale. The Ryerson Press, Toronto. 1961. 192 pages.

Dans cet ouvrage, l'auteur se propose un double but. D'abord, examiner les relations entre les transformations sociales causées par la Révolution industrielle au Canada et les changements dans les croyances et les pratiques morales de la population. Ensuite il veut rechercher quel est l'apport particulier fourni par les églises protestantes dans ces changements.

C'était là une entreprise aussi intéressante que vaste et difficile.

L'auteur est un théologien, ministre de l'Église-Unie du Canada, qui a pris la peine de faire des études en sciences sociales.

Son ouvrage est divisé en deux parties, la première sous le titre **observations**, et la seconde sous le titre **réflexions**.

Dans les quatre chapitres consacrés aux observations, l'auteur, se référant aux grandes étapes du développement industriel canadien met en regard l'attitude des églises protestantes en face des problèmes sociaux. De l'étude fouillée qu'il fait de ces prises de positions officielles, il ressort qu'avant 1900, on s'en tenait très strictement à ce que l'on appelle l'éthique protestante traditionnelle: chaque homme est appelé personnellement au salut; l'épargne, l'honnêteté, l'esprit de travail et l'ambition sont des preuves de salut, et la prospérité qui s'en suit est acceptée de grand cœur comme une marque de bienveillance de la providence divine. C'est cette éthique qui justifiait le libéralisme économique. A partir de 1906, on se rend compte que cette éthique était entièrement inefficace pour faire régner la justice sociale; alors les dirigeants versent vers le socialisme sous différentes formes et à des degrés divers. Avec les restrictions de la Première Grande guerre, le succès du bolchévisme, les années de prospérité qui précéderent la crise économique, la tendance a été de tempérer cette orientation vers le socialisme en acceptant à la fois le rôle de l'État et l'entreprise privée. La quatrième étape commence avec la fin de la Seconde Grande guerre, en 1945 et se continue de nos jours. Les églises protestantes continuent dans le même sens que durant la période précédente, mais avec beaucoup plus de réalisme.

Dans la seconde partie de son ouvrage, l'auteur commence par exposer les postulats d'une morale sociale chrétienne. Il mon-

tre comment, dans une société industrielle, il est difficile de passer de la morale individuelle à une morale sociale. Enfin, il exprime, comment, à son avis, les églises protestantes ont une grande responsabilité: celle d'être le témoin de la morale sociale dans la société industrielle. Il termine cette partie par des indications précises: repenser l'Église dans son rôle interne et dans des rapports avec la société; faire l'unité dans la pensée sociale et adopter des méthodes appropriées d'enseignement et de propagande.

L'auteur, à la fin, présente une bonne bibliographie des livres, brochures, périodiques et rapports qu'il a utilisés pour faire son travail.

L'auteur mérite d'être félicité pour avoir entrepris un pareil travail. Cependant nous nous demandons si l'entreprise ne dépassait pas les possibilités d'une recherche faite par un seul homme. La tâche n'était pas facile, car les études du genre, bien que nécessaires n'ont pas suffisamment attiré les chercheurs.

La première partie de l'ouvrage, la plus longue, est bien faite. Avec la multiplication des diverses confessions religieuses protestantes, l'auteur a dû relever ici et là dans une abondante documentation de source variée les prises de position significatives pour être capable de présenter une synthèse des attitudes en face des problèmes industriels canadiens. Ces quatre chapitres ont une valeur indiscutable et durable. Quant à la seconde partie, que l'auteur présente sous le titre **Réflexions**, elle est entremêlée d'observations, d'énoncés de principes et de réflexions. Les observations de faits proviennent d'une enquête sociologique menée par l'auteur dans la ville de Brantford. Celui-ci ne nous fournit pas suffisamment de détails sur sa méthode pour nous permettre de juger du caractère scientifique et nous sommes porté à penser qu'il a tendance à généraliser un peu trop. Rien n'empêche que, pour fins pastorales, toute cette partie est un excellent stimulant à la réflexion et à l'action. Nous espérons que les suggestions de l'auteur seront bien reçues parmi ses collègues et qu'il verra d'autres théologiens protestants se joindre à lui pour poursuivre des études du genre dans le domaine social.

Gérard DION

Fabian Socialism and English Politics (1884-1918), par A.M. McBriar, Cambridge University Press, Cambridge, 1962, 387 pp.

Voici une contribution à l'histoire du socialisme britannique qui s'inscrit à côté des nombreuses autres que nous connaissons sur le sujet. L'ouvrage du professeur McBriar, de l'Université de Melbourne apparaît, dans cette lignée, comme un jalon des plus importants pour l'étude du socialisme fabien en Angleterre.

Il vise avant tout à constituer une étude critique de la doctrine fabienne et ne s'attache qu'accessoirement à l'histoire de la Société et à la biographie de ses membres.

Ce faisant, l'ouvrage du professeur McBriar, veut tenter une évaluation de l'influence du Fabianisme sur la politique britannique à venir jusqu'à 1918, en particulier, sur le Parti libéral, l'« Independent Labor Party » du début du siècle, et, il va sans dire, le Parti travailliste que l'on connaît encore aujourd'hui. Il s'agissait, comme le note l'auteur dans la préface, d'une entreprise difficile, car il est toujours hasardeux de vouloir historiquement déterminer l'influence qu'un groupe social peut avoir eue sur les politiques d'un Etat ou d'un parti politique en particulier.

L'auteur, à cette fin, a non seulement puisé ses informations dans les documents officiels de la Société fabienne, mais a aussi fait état de la pensée et des écrits de ses membres en tant qu'individus, pour les comparer avec les positions adoptées, les mesures arrêtées par les partis politiques du temps, et ainsi établir avec une certaine vérité la part d'influence que les Fabiens ont commandée dans l'Angleterre du début du siècle.

Il est bon de rappeler ici que la Société fabienne, dont faisaient partie les meilleurs esprits progressifs de la fin de l'ère victorienne: George Bernard Shaw, Sidney et Beatrice Webb, H.G. Wells, et d'autres personnages de première valeur, se situait, dans sa doctrine, quelque part entre le Marxisme et le libéralisme radical inspiré en partie par les écrits de John Stuart Mill, qu'elle est à l'origine du travaillisme britannique, et qu'elle a contribué indirectement à la fondation de la London School of Economics, ainsi qu'à l'adoption de l'idée du « welfare state » si caractéristique de l'Angleterre contemporaine.

C'est tout ceci, plus bien d'autres questions, qu'examine avec une autorité indiscutable le professeur McBriar, puisque l'origine de son ouvrage est la rédaction d'une thèse à Oxford à laquelle ont aidé des personnalités aussi versées dans le socialisme britannique et dans l'histoire que G.D.H. et Margaret Cole, et R.H. Tawney.

L'ouvrage se divise en douze chapitres

suis d'une bibliographie des plus précieuses pour les chercheurs. Les premiers chapitres sont consacrés particulièrement aux origines de la Société fabienne et de sa doctrine (Chapitre I); ainsi qu'à l'exposé de cette doctrine en matière économique, sociologique, historique et politique (Chapitres II et III).

Puis vient l'étude de questions particulières envisagées en fonction de la pensée fabienne: collectivisme, impérialisme, protectionnisme, guerre (Chapitres IV et V). Le chapitre VI s'attache plus particulièrement à exposer la philosophie fabienne et ses idéaux, alors que le Chapitre VII nous fait voir les moyens déployés par les Fabiens afin de répandre leurs idées: recrutement, publications, cours, séances d'études, etc.

Les cinq derniers chapitres, enfin, nous montrent le degré d'influence du fabianisme sur la politique britannique du début du siècle, comme nous l'avons déjà noté plus haut, et exposent (Chapitre XII) les conclusions de l'auteur.

C'est un ouvrage d'universitaire, non engagé, objectif et fouillé. Il est non seulement intéressant à titre documentaire, mais il constitue d'emblée une étude de première valeur pour qui veut comprendre et apprécier pleinement le développement de la politique sociale du Royaume-Uni.

Jean-Réal CARDIN

Management Relations with Organized Public Employees — Theory Policies, Programs —

Édité par Kenneth O. Warner, Public Personnel Association, Chicago, Illinois, 1963, 239 pp.

A l'heure où, au Québec, la question du syndicalisme dans la fonction publique se pose avec une acuité toute particulière et que le même problème existe à l'état aigu au niveau du gouvernement fédéral, la plaquette publiée par le « Public Personnel Association » arrive à point nommé pour nous fournir matière à comparaison et à réflexion sur un sujet d'une aussi grande actualité.

Car, le problème des relations du travail dans la fonction publique, aux différents niveaux de gouvernement, n'est pas propre au Québec, même si nous semblons partir de plus loin que dans certaines autres sociétés politiques.

Les Etats-Unis s'interrogent eux aussi présentement à ce sujet. Alors que dans beaucoup de pays du Vieux Continent, la fonction publique a depuis un bon nombre d'années conquis une certaine parité de conditions avec les employés des secteurs pri-